

SSIAD Vic/Eauze : Eric Cadoré réagit après la réunion du 17 décembre



SSIAD Vic/Eauze : Eric Cadoré réagit après la réunion du 17 décembre

Suite à la réunion du 17 décembre à Dému organisée par l'ARS pour présenter les solutions au rattachement du SSIAD de Vic actuellement sous administration provisoire, Eric Cadoré, Conseiller régional, Secrétaire départemental du PCF, vice-président du groupe communiste à la Région Occitanie réagit :

" Suite à l'article paru dans la Dépêche du 17 décembre concernant la réunion de concertation sur les projets de rattachement du SSIAD de Vic-Eauze, je tiens à réagir publiquement et demande un droit de réponse.

J'étais bien présent à cette réunion, la photo en atteste.

En tant que conseiller régional, vice-président du groupe communiste à la Région Occitanie, je tiens à préciser que j'ai défendu le projet de rattachement du SSIAD à l'Hôpital public de Vic, avec une antenne à Eauze, pour un service public de proximité, inscrit dans un projet territorial local.

Les salariés consultés à la va vite, alors qu'ils souhaitent être entendus depuis de longs mois et qu'ils ont exprimé une terrible souffrance au travail par manque de moyens (au moins 4 ETP ne sont pas pourvus) ont fait le choix de la privatisation du service par 11 voix contre 5.

Malgré cet avis que j'entends, je ne comprends pas ce souhait de continuer ce qui n'a pas marché !

Pour ma part, je continue à penser que la décision de l'ARS régionale ne doit pas pencher en ce sens.

Je continue à penser que la solution du service public local, soutenu par les élus locaux est celle qui offre les meilleures perspectives pour les salariés et pour les familles de patients et la population entière concernée par ce service et la qualité des soins attendue.

C'est bien de cela qu'il s'agit.

Je remercie la CGT d'avoir permis de mettre en place publique avec 1200 pétitions signées sur les marchés de Vic la volonté majoritaire de défense et développement du service public.

Je demande en tant qu'élu local que ce «référendum local», de terrain, soit aussi pris en compte par le directeur régional de l'ARS.

Je rappelle enfin que les députés communistes sont porteurs d'un projet de service public national de la dépendance, 100 % public et 100 % sécu.

Pas de profits sur la santé."